

# Les recherches participatives : enjeux et actualités

**Maïté JUAN**, Post-doctorante au GIS Démocratie & participation ; chercheur(e) associée au programme de recherche « Démocratie et économie plurielles », Collège d'études mondiales<sup>1</sup>

Les recherches participatives sont en vogue, dans un contexte de crise de la démocratie représentative et de remise en cause du monopole des chercheurs dans la production des savoirs. Elles ont en effet pour point commun de questionner, à des degrés divers, la séparation stricte entre connaissance et action, entre savoirs experts (savants et professionnels) et savoirs d'expérience ancrés dans le « faire » et le vécu des acteurs de la société civile. De même, elles intègrent une dimension pédagogique en suscitant des processus d'apprentissage qui font évoluer les pratiques et savoirs de l'ensemble des participants, en liant recherche, action et (co)formation.

La famille que forment les recherches participatives est vaste et hétérogène : elles renvoient à des formes plurielles de répartition des rôles et des tâches entre acteur.es et chercheur.es, et s'inscrivent dans une diversité de motivations, de visées, de référentiels et de méthodes. Ce panorama met en lumière leurs points communs et leurs différences. Il s'appuie sur des initiatives emblématiques en France et à l'international. On peut identifier trois axes d'analyse pour approcher et distinguer les recherches participatives : les finalités et impacts de ces recherches ; les modes de participation et degrés d'implication des citoyens ; les méthodologies et médiations mobilisées pour soutenir la coopération entre acteur.es et chercheur.es.

## 1. Les finalités des recherches participatives

Les enjeux des recherches participatives sont multiples : ils peuvent viser l'accroissement du pouvoir d'agir des populations vulnérables dans une perspective militante et politique de réduction des inégalités et de transformation sociale, s'inscrire dans une visée plus pratique de transformation de l'agir professionnel et des modes de gestion des organisations et/ou s'inscrire dans une visée davantage cognitive, touchant à la question de la production des connaissances scientifiques et à la démocratisation du savoir. A cet égard, les recherches participatives peuvent constituer un levier de bouleversement de la conception positiviste de la science et de remise en cause des critères d'objectivité, en encourageant la pluralisation des systèmes de connaissance, ou bien rester inscrites dans les paradigmes scientifiques dominants. Par ailleurs, les recherches participatives peuvent assumer l'imbrication du scientifique et du politique, en affichant explicitement l'ambition de questionner les rapports de domination et de lutter contre les inégalités sociales, ou au contraire, défendre une séparation nette de ces deux sphères.

---

<sup>1</sup> Ce texte a été écrit dans le cadre de la préparation du Prix de la recherche participative, organisé par la Fondation de France et le GIS Démocratie & participation. Il a bénéficié des relectures attentives de Marion Carrel (CeRIES, Univ. de Lille / GIS Démocratie & participation) et de Marion Ben Hammo (Fondation de France), à qui j'adresse mes remerciements les plus chaleureux.

	Finalité émancipatrice-militante	Finalité pratique-critique	Finalité fonctionnelle-contributive
<b>Finalités de la recherche participative</b>	<p>- <b>Renforcement du pouvoir d'agir</b> des populations sur leurs conditions de vie, réduction des injustices épistémiques et lutte pour la reconnaissance des groupes opprimés et stigmatisés ; émergence d'innovations sociales voire d'innovations dans les politiques publiques.</p> <p>- <b>Pluralisation des systèmes de savoirs et questionnement des standards de production scientifique</b> à partir de savoirs situés et expérientiels : remise en cause des critères traditionnels de scientificité (validation, protocoles, etc.), critique des rapports de hiérarchie et de domination dans la production de connaissances.</p>	<p>- <b>Perfectionnement de l'agir professionnel</b> par l'exercice d'une réflexivité critique, dans une logique « partenariale » et « collaborative ». Historiquement, recherche-action et recherche-intervention.</p> <p>- <b>Optimisation de la gestion des organisations</b> par la production de savoirs « actionnables » aptes à être mis en pratique sur le court-terme dans les stratégies de management.</p>	<p>Accroître <b>l'efficacité de la production scientifique dans une visée cognitive</b> par l'association des citoyens à la récolte des données et logique de <b>démocratisation de la science</b></p>
<b>Domaines concernés</b>	Travail social, économie solidaire, sciences participatives, <i>disability studies</i>	Travail social, économie sociale, sociologie des organisations, management et sciences de gestion, sciences de l'éducation	Sciences participatives, santé mentale
<b>Personnes associées</b>	Citoyens ordinaires, professionnels, chercheurs / citoyens-chercheurs	Professionnels et chercheurs	Citoyens ordinaires et chercheurs
<b>Exemples</b>	<p><i>France :</i>            Contrast-CapDroits            ATD Quart monde            RAP Partenariat solidarité famille Limoilou            Aequitaz-Carrefours des savoirs            Réseau Semences Paysannes            HADéPaS            Rues marchandes            APPUII, Alternative Pour des Projets Urbains Ici et à l'International            Advocacy France            Vignerons de Westhalten – méthode Repère autour de l'agroécologie            ECOLOCAL– Futur Narbona</p> <p><i>International :</i>            RAP Moose Factory – tourisme autochtone            Science participative autochtone: initiative Hydrological Monitoring of Andean Ecosystems            Projet Chez-soi Montréal            Projet ÉQUISANTÉ (Québec)            Projet LIENSSS (Québec)            Incubateur universitaire <i>Parole d'excluEs</i> (Canada)</p>	MAG Association Espoir CRISES	BioLit (Programme national sur la biodiversité du littoral) BESTMILITT (Suivis Bénévole et Scientifique des contaminations microbiologiques du littoral d'Oléron) Programme CITIQUE (Inra) PartiCitaE-Participation Citadine à l'observation de l'Environnement

#### Une diversité d'impacts des recherches participatives

- Amélioration des conditions de vie et reprise de pouvoir sur ses conditions d'existence
- Acquisition réflexive de compétences et savoirs mobilisés dans la vie quotidienne et/ou la pratique professionnelle : « savoirs actionnables »
- Déconstruction des préjugés et des stéréotypes touchant certains groupes sociaux, qui les disqualifient et les stigmatisent, les empêchant ainsi d'exercer leurs droits ou de faire entendre leur voix
- Politisation et contribution au débat public
- Démocratisation de la science avec appropriation des savoirs scientifiques *versus* contribution à la construction de nouveaux systèmes de pensée et pluralisation des systèmes de connaissance (reconnaissance de la diversité des manières de concevoir, valider et légitimer les savoirs) : pluralisation des référentiels, questionnement de la normativité des savoirs scientifiques, transformation des cadres théoriques et des formes d'élaboration des protocoles, etc.

- Renouveau des pratiques scientifiques plus que changement radical : le cas des plateformes numériques dans les sciences citoyennes
- Evacuation de la critique, pacification sociale et récupération institutionnelle : cadrage par les institutions commanditaires, les financeurs, mise en conformité des recherches participatives par des organismes bureaucratiques
- Méthodes extractivistes, appropriation des connaissances par les chercheurs : accroissement du pouvoir scientifique des chercheurs.

Les recherches participatives s'inscrivent dans une *finalité « émancipatrice-militante »* ont pour point commun d'articuler le renforcement du pouvoir d'agir des groupes opprimés et le questionnement critique de la science : l'objectif de réduction des inégalités sociales et d'émancipation de groupes marginalisés va de pair avec une volonté de pluraliser les conceptions et manières de construire la science, en interrogeant les rapports hiérarchiques dans la production et la validation du savoir. Historiquement, ce sont les épistémologies postcoloniales et féministes qui ont éclairé la dimension « située » des savoirs et les processus de domination à l'œuvre dans la production du savoir scientifique<sup>2</sup>. Ces épistémologies critiques ont mis en avant la nécessité de réintégrer les savoirs disqualifiés dans l'espace public et la production de la science.

Le **croisement des savoirs d'ATD Quart-monde** a été pionnier en la matière. Développée sous l'égide du Mouvement ATD Quart Monde, fondé en 1957 par Joseph Wresinski et des habitants d'un bidonville de Noisy-le-Grand, la démarche de croisement des savoirs repose sur une posture éthique et politique forte : « toute personne, même la plus démunie socialement, détient potentiellement les moyens de comprendre et d'interpréter sa propre situation et celle de son environnement ». La coproduction des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, professionnels et chercheurs vise à améliorer les conditions d'existence concrète des personnes les plus démunies mais aussi à faire reconnaître des savoirs discrédités issus de pauvreté, à la fois dans le débat public et dans le champ scientifique. La coopération scientifique prend la forme d'une construction de savoirs collectifs autonomes dans des groupes de pairs, puis d'une confrontation des trois types de savoirs (expérientiels, professionnels et académiques) afin de produire des connaissances nouvelles et des prises pour la lutte contre la pauvreté<sup>3</sup>. Les groupes de pairs sont des espaces de non-mixité permettant aux personnes non seulement de bénéficier d'un espace protégé où la parole peut être libérée, mais aussi de construire collectivement des ressources interprétatives et cognitives. Dans cette démarche, les personnes en situation de pauvreté participent à chaque étape de la recherche, de la définition de la question de recherche jusqu'à l'écriture, en passant par la collecte de matériau, son analyse et la diffusion des résultats<sup>4</sup>. Leurs savoirs d'expérience ne sont pas assimilables à des récits de vie ou à des témoignages individuels mais sont, au contraire, le fruit d'une construction collective et autonome entre pairs. Diverses initiatives emblématiques de croisement des savoirs ont ainsi été lancées ces dernières années. L'« **Espace Collaboratif pour le développement des recherches participatives en croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté** », porté conjointement par ATD Quart Monde, le Cnam et le CNRS, organise ainsi des journées d'investigation collective mêlant savoirs d'expérience de

<sup>2</sup> de Sousa Santos Boaventura, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, coll. Solidarité et société ; Dorlin E., 2008, « Épistémologies féministes » in *Sexe, Genre et sexualité*, Paris, PUF, 2016, p. 9-31.

<sup>3</sup> Ferrand Claude (dir.) *Le Croisement des pouvoirs. Croiser les savoirs en formation, recherche, action*, Paris, Editions de l'Atelier/Éditions Quart Monde, 2008.

<sup>4</sup> Carrel Marion, Loignon Christine, Boyer Sophie, De Laat Marianne, « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche ÉQUIsantÉ au Québec », *Sociologie et Sociétés*, vol. XLIX, n°1, 2017, p. 117-140.

personnes vivant l'exclusion, savoirs professionnels et savoirs académiques. Il fait suite au colloque « Croiser les savoirs avec tou-te-s » organisé au CNRS le 1er mars 2017. En outre, ATD Quart-monde et l'Université d'Oxford ont piloté une recherche participative internationale intitulée « **Les dimensions cachées de la pauvreté** », visant à affiner les indicateurs de mesure de la pauvreté, pour, *in fine*, élaborer des politiques de lutte contre l'exclusion plus efficaces. Partant du constat que la pauvreté est multidimensionnelle, les équipes de recherche localisées au Royaume-Uni, en France, aux États-Unis, au Bangladesh, en Tanzanie et en Bolivie ont ainsi travaillé à la fabrication de nouvelles catégories d'analyse de la pauvreté. Elles éclairent 9 dimensions interdépendantes de la pauvreté qui ne se réduisent pas à l'aspect financier mais intègrent des dimensions relationnelles, corporelles, professionnelles ou encore culturelles<sup>5</sup>.

De son côté, la Recherche-Action Participative (RAP), telle que développée en Amérique Latine, s'inscrit également dans ce paradigme critique : elle est définie comme une recherche autonome collective sur laquelle les populations concernées ont le contrôle. Elle doit sous-tendre « l'exercice du contre-pouvoir » populaire tout autant que l'émergence d'une « science populaire », qui repose sur des « rationalités pratiques » propres à chaque groupe social<sup>6</sup>. Dans cette approche, chaque connaissance scientifique est liée à un système de validation, ancré dans des traditions, des manières de penser et des milieux culturels spécifiques : la recherche participative doit alors susciter un dialogue entre ces systèmes de connaissances pluriels. La RAP suppose également un engagement militant de la part du chercheur à l'égard des franges subalternes de la société.

**Des initiatives de tourisme autochtone mobilisent la recherche-action participative (RAP)** afin de renforcer l'engagement communautaire dans les projets touristiques et le contrôle de ces derniers par les populations locales<sup>7</sup>. Au Québec et en Ontario, des recherches-actions participatives sont mises en place entre Premières Nations Cris, chercheurs et consultants afin de co-construire des projets touristiques fondés sur la mise en valeur des savoirs, cultures et styles de vie traditionnels, des expertises locales et systèmes de valeurs des communautés autochtones. Dans cette démarche, les chercheurs sont sollicités pour jouer le rôle de « facilitateurs » des réflexions des communautés autour de la construction d'une vision et d'une stratégie de tourisme cric, lors d'ateliers de travail réunissant successivement des petits groupes d'acteurs variés : guides, trappeurs, gestionnaires des hébergements touristiques, artisans d'art, etc. Les chercheurs s'appuient sur les chargés de mission en développement économique, en tourisme, en culture, en commerce, afin de préparer avec eux la conception des ateliers. L'objectif est, dans un premier temps, de permettre à chaque groupe d'acteurs de travailler ses projets individuellement, puis de définir une vision commune et fédératrice en regroupant l'ensemble des acteurs dans un atelier communautaire. Outre un développement économique local initié par les habitants et bénéficiant aux habitants, à travers l'élaboration de routes à thème, de produits culturels ou de la création d'habitats touristiques s'appuyant sur les savoirs locaux, la RAP peut avoir un impact à plus large échelle sur la fédération des communautés autour d'une dynamique de développement régional : ainsi, en 2010, l'association régionale du tourisme de Moose Factory (MFTA) composée des représentants de la Première Nation

---

<sup>5</sup> [https://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2019/05/Dim\\_Pauvr\\_fr\\_FINAL1.pdf](https://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2019/05/Dim_Pauvr_fr_FINAL1.pdf)

<sup>6</sup> Fals-Borda Orlando, Rahman Mohammad Anisur, 1991, *Action and Knowledge: Breaking the Monopoly with Participatory Action-Research*, New York, Apex Press.

<sup>7</sup> Blangy Sylvie, McGinley Robin and Harvey Lemelin Raynald, « Recherche-action participative et collaborative autochtone », *Téoros* [Online], 29-1 | 2010.

des Moose cris, du conseil MoCreebec de la Nation des Cris, et du canton de Moosonee, a été mise en place pour développer une approche touristique régionale.

De la même manière, la RAP est mobilisée dans **le projet d'agroécologie « 3SCED » autour de la viticulture alsacienne de Westhalten<sup>8</sup>**, afin de mettre en valeur les savoirs d'expérience des vignerons et de faire émerger un nouveau paradigme viticole autour du développement durable, valorisant une viticulture zéro herbicide. Cette recherche participative émerge des travaux du Comité Local de Suivi de l'essai OGM en plein air de l'INRA : la confrontation des scientifiques avec des acteurs extérieurs au monde académique constitue le premier pas d'une démarche de collaboration autour de l'impact environnemental des pratiques viticoles et du contrôle de la santé de la vigne, enjeux identifiés par les viticulteurs. Depuis 2013, différents types de participants s'impliquent dans le projet : vingt viticulteurs de Westhalten (réunis dans le syndicat viticole de Westhalten) ainsi que le maire du village ; l'Association des Viticulteurs d'Alsace ; une équipe de l'INRA composée de quatre personnes et d'étudiants en Licence-Master Agronomie et Sciences humaines - Biologie ; une chercheuse en Sciences de l'éducation et de la formation ; deux chercheurs en Epistémologie de l'Université de Strasbourg ; deux conseillers de la Chambre d'Agriculture et de l'agence locale de l'eau ; deux personnes de l'association Alsace Nature ; la directrice adjointe du Centre de formation pour adultes CFPPA de Rouffach. Une première phase du projet a consisté en la mise en place d'un espace de discussion et de confrontation entre viticulteurs conventionnels et viticulteurs biologiques, mais aussi entre savoirs associatifs, institutionnels et scientifiques afin de faire émerger les controverses entre des visions de la viticulture très contrastées. De fait, le projet se fonde sur la reconnaissance de la légitimité de l'ensemble des savoirs : culturels, sociaux, historiques, scientifiques. Des entretiens individuels menés avec les viticulteurs pour comprendre leurs parcours de vie et leurs projets personnels et professionnels, des ateliers de groupe, ainsi que des réunions plénières et différents formats ludiques ont également été mobilisés. Une deuxième phase, expérimentale, a été la définition et la mise en place de plusieurs essais dans les vignes (utilisation de nouveaux matériels, implantation de nouvelles espèces végétales pour éviter l'érosion des sols, etc.) Au niveau méthodologique, la recherche repose sur l'élaboration, par l'INRA, de la « méthode REPERE », visant à favoriser la compréhension et l'appropriation des raisonnements de chacun, en mettant le dissensus au cœur de la démarche de coproduction des savoirs. De fait, cette méthode s'appuie sur 7 étapes formalisées qui rendent possible le croisement des référentiels et des savoirs. La répartition des tâches repose sur une division des rôles : les chercheurs se chargent de l'organisation des réunions, des entretiens et de la rédaction de compte-rendu, tandis que les ateliers, co-formations et les essais en vignoble ont été conduits par les viticulteurs et les chercheurs. La partie recherche en laboratoire a été assurée par l'INRA. Néanmoins, des co-formations à chaque étape de la recherche participative ont permis de comprendre la nature des résultats qui ont été produits pour chacune des questions : l'élaboration des conclusions à partir de données brutes a été systématiquement effectuée et discutée dans des ateliers collectifs. En outre, les viticulteurs ont été impliqués dans la communication, la formalisation et la rédaction des résultats, notamment des fiches agro-socio-techniques mais aussi deux articles en co-autorat dans des revues académiques. Au niveau des résultats, cette recherche participative a suscité un essaimage à l'échelle européenne, notamment autour de la résilience de la vigne aux aléas climatiques (Alsace) et de la problématique de la baisse de l'usage des pesticides (Suisse). Ainsi, en 2019, quatre groupes-projets sont menés à l'échelle européenne, mobilisant environ 80 viticulteurs et 100 parcelles de vignes. En terme sociétal,

---

<sup>8</sup> Moneyron Anne et al., « Linking the knowledge and reasoning of dissenting actors fosters a bottom-up design of agroecological viticulture », *Agronomy for Sustainable Development*, October 2017, 37:41.

la recherche visait à faire émerger les conflits et difficultés autour de l'adoption d'une viticulture zéro herbicide, et des viticulteurs ont abandonné les pratiques de viticulture conventionnelle.

Par contraste, les recherches participatives relevant de la *finalité* « *pratique-critique* » laissent une place plus limitée aux personnes concernées dans le processus de recherche. Elles s'inscrivent dans un double objectif de perfectionnement des pratiques professionnelles et d'optimisation de la gestion des organisations par la production de savoirs « actionnables » sur le court-terme dans les stratégies de management. Le travail social constitue, historiquement, un champ de production de « savoirs d'intervention spécifiques »<sup>9</sup>. Néanmoins, les recherches participatives dans le travail social restent majoritairement développées sous l'angle de la coopération entre professionnels du secteur social et médico-social et chercheurs, dans la lignée de la recherche-action (notamment de l'intervention sociologique de Touraine), et laissent une place marginale aux citoyens-usagers destinataires de l'intervention des travailleurs sociaux. Ainsi, la **recherche-action collaborative ou RAC**<sup>10</sup> s'inscrit dans un mouvement de développement de « l'expertise sociale du travail social »<sup>11</sup>. L'enjeu premier des RAC est de permettre aux travailleurs sociaux d'intégrer des compétences de recherche, d'acquérir de nouveaux savoir-faire et des capacités analytiques. En complément de cet objectif, la RAC porte l'idéal démocratique de la participation citoyenne, visant l'émancipation des acteurs les plus faibles. Néanmoins, la visée finale de la RAC est bien la production par les travailleurs sociaux d'un « savoir professionnel agissant ». De la même manière, les « **recherches partenariales et collaboratives** » désignent un ensemble vaste de recherches associant chercheurs et praticiens des milieux professionnels ou acteurs de la société civile, afin de nourrir « des processus de collaboration, de médiation, de partage de connaissances, voire idéalement de co-construction » de connaissances<sup>12</sup>.

Parmi les recherches participatives entre chercheurs et travailleurs sociaux, on peut évoquer **la recherche participative autour de la pauvreté et de l'exclusion en milieu rural**<sup>13</sup>, accompagnée conjointement par **la plateforme de l'observation sanitaire et sociale en Bourgogne et par la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS)-Bourgogne**. L'objectif principal de la recherche, identifié par les commanditaires, était d'établir des préconisations pour la formation et l'intervention des professionnels de l'action sociale. Dans le dispositif de travail choisi par les chercheurs, les praticiens n'étaient pas investis dans la conduite de la recherche mais étaient associés à des temps d'échange permettant la mise en débat des hypothèses construites par les chercheurs. Ainsi, la recherche participative n'avait pas pour visée d'interroger les critères de validité scientifique ni les standards de production de la science à partir des savoirs situés : il s'agissait de suivre les canons de l'enquête sociologique, en mettant en place des « espaces intermédiaires où se construisent des cultures hybrides » renouvelant l'action sociale ». La « responsabilité démocratique des chercheurs » consistait ainsi à « proposer des espaces de socialisation réciproque où les acteurs auront le temps et les moyens et seront dans les

---

<sup>9</sup> Jaeger Marcel, *Le travail social et la recherche - Conférence de consensus*. Dunod, 2014

<sup>10</sup> Les chercheurs ignorants, *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*. Presses de l'EHESP, 2015.

<sup>11</sup> Rullac Stéphane, « Recherche Action Collaborative en travail social : les enjeux épistémologiques et méthodologiques d'un bricolage scientifique », *Pensée plurielle*, vol. 48, no. 2, 2018, pp. 37-50.

<sup>12</sup> Gillet Anne, Tremblay Diane-Gabrielle (dir.), *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec, 2017.

<sup>13</sup> Lyet Philippe. « Chapitre 10. La recherche participative : une méthodologie au bénéfice des acteurs du champ social », Henry Noguès éd., *Le travail social et ses formations à l'épreuve des territoires*. Presses de l'EHESP, 2011, pp. 199-218.

conditions de s'approprier la logique d'analyse des chercheurs et où les chercheurs pourront définir les éléments de conclusion qu'il faut prioriser parmi ceux qui « s'accrochent » le mieux aux logiques des acteurs. »<sup>14</sup>.

Dans le champ de la protection de l'enfance, la mise en place de dispositifs d'évaluation a donné lieu à l'impulsion de recherches participatives visant l'amélioration de l'orientation et de la qualité de la prise en charge<sup>15</sup>. On peut évoquer l'expérience de **construction participative d'un référentiel d'évaluation des situations familiales en protection de l'enfance**, à travers une recherche-action<sup>16</sup> menée par le **Centre Régional Rhône-Alpes pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptée (CREAI Rhône-Alpes)** en partenariat avec quatre Conseils généraux dans le cadre d'un appel d'offre de l'Observatoire National de l'Enfance en Danger (ONED). Il s'agissait de reconnaître la légitimité des parents et des enfants à analyser leur réalité. La recherche-action s'est déroulée à travers la constitution d'un groupe de travail pluri-professionnel et pluri-institutionnel (composé de cadres de la protection de l'enfance, de responsables de cellules d'évaluation, de juristes, de pédopsychiatres, de psychologues, de psychopédagogues). Le groupe - qui ne comprenait donc pas de citoyens-usagers (enfants et familles) - a rédigé un cahier des charges de l'évaluation qui a servi de base pour la conception d'un référentiel d'évaluation. Ce référentiel a été discuté par un groupe de chercheurs, d'experts, de juges et de praticiens puis mis à l'épreuve auprès de professionnels de trois départements, qui ont pu le modifier. Enfin, il a été soumis à une procédure de validation scientifique. Ainsi, les diverses phases de conception du référentiel (définition des critères d'évaluation, construction de la méthode) associent professionnels et chercheurs uniquement. Les usagers n'interviennent que dans la phase de mise en œuvre de l'évaluation, en étant invités à réfléchir et interpréter à partir de leur situation et de leur vécu afin de faire évoluer les modalités d'intervention. La contribution des usagers vise donc ici essentiellement à faire ressortir les écarts de perception avec les professionnels, dans une logique de complémentarité des points de vue.

D'autres recherches en protection de l'enfance s'inscrivent plus directement dans une critique des rapports de domination dans la production des connaissances et tendent à impulser des investigations « par les pairs ». A cet égard, elles tentent d'impliquer les jeunes et les parents dans la construction des questions de recherche et/ou de la méthode. C'est le cas de la recherche sur **la transition des jeunes à l'âge adulte en contexte de disqualification**, initiée entre des **chercheurs de l'université Paris-Est Créteil (UPEC) et SOS Villages d'enfants, soutenue par l'Observatoire national de l'enfance en danger et menée en collaboration avec les Apprentis d'Auteuil et les conseils généraux des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne**<sup>17</sup>. Ce projet entend associer les jeunes à l'ensemble des étapes de la recherche : élaboration de la problématique et des méthodes de recueil de données, analyse et interprétation de ces données, etc. Treize jeunes issus de la protection de l'enfance, désignés comme des « chercheurs pairs » font ainsi partie du projet, et se sont rencontrés pendant quatre journées de formation pour choisir les questionnements et les protocoles de recherche avec les chercheuses académiques. Les « chercheurs pairs » ont ainsi sélectionné eux-mêmes les méthodes d'enquête pour aller interroger des jeunes dans des établissements d'accueil de

---

<sup>14</sup> Ibid., p.210.

<sup>15</sup> Rurka Anna, Rousseau Patrick, « Production des connaissances sur les processus participatifs comme finalité de la recherche », *Pensée plurielle*, vol. 48, no. 2, 2018, pp. 61-76.

<sup>16</sup> Robin Pierrine, « L'évaluation de la maltraitance en tension : l'exemple de la définition participative d'un référentiel », *La revue internationale de l'éducation familiale*, vol. 31, no. 1, 2012, pp. 123-141.

<sup>17</sup> Robin Pierrine, et al., « Chapitre 15. Une recherche par les pairs pour renouveler les formes de connaissance en contexte de disqualification », *Les chercheurs ignorants éd., Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*. Presses de l'EHESP, 2015, pp. 138-146.

jeunes majeurs, la création d'un lien de proximité et de compréhension mutuelle entre enquêteurs et enquêtes étant facilitée du fait du partage d'une même réalité vécue entre jeunes. Cette recherche participative « par les pairs » a produit des savoirs inédits. Elle a ainsi permis de complexifier l'approche de la transition à l'âge adulte, en faisant émerger des problématiques nouvelles, comme l'expérience des transits entre différentes familles, cultures, classes sociales, ou les stratégies d'ajustement et d'adaptation mises en place par les jeunes.

Dans cette même veine, la participation des populations marginalisées est également approfondie dans la **recherche-action menée autour du dispositif de la mission Squats de Médecins du Monde**<sup>18</sup>. Cette recherche inscrite dans le cadre du programme PICRI a été mise en place conjointement par l'Institut de Travail Social et de Recherches Sociales, le Centre d'Etude sur l'Actuel et le Quotidien (Université Paris Descartes), la mission Squats de Médecins du Monde et l'Intersquat. Elle entendait « contribuer à la connaissance du milieu des squats et des problématiques d'accès aux soins et aux droits qui lui sont associées, mais aussi évaluer la pertinence du dispositif mis en place par la mission Squats »<sup>19</sup>. Le projet visait également à accompagner les personnes marginalisées dans la prise de conscience de leurs besoins collectifs et dans la construction des solutions. Si l'objectif premier était donc de transformer les pratiques professionnelles d'intervention, la réduction des inégalités de santé par l'implication des citoyens-usagers, les squatteurs, était aussi recherchée. De fait, la méthodologie n'est pas restée rigide et a été reconfigurée dans le cours de la recherche : si le protocole initial prévoyait des séminaires de travail entre praticiens et chercheurs, sans associer les squatteurs, le dispositif méthodologique a été repensé pour que ces derniers puissent participer à la formulation de la problématique et des hypothèses. A cet égard, l'association Intersquat a joué un rôle central de relai dans la participation des squatteurs, en permettant leur recrutement mais aussi en conférant une plus grande légitimité à la recherche. Cette dernière s'est appuyée sur un partage clair des tâches entre squatteurs, professionnels et chercheurs, tous ne participant pas à l'ensemble des stades de la recherche : (1) la constitution d'un groupe de travail dans des squats mêlant les trois types d'acteurs afin de co-définir la problématique et les hypothèses ; (2) la mise en place d'un séminaire de travail réunissant les sociologues et les intervenants de la mission, afin de choisir la méthode d'enquête (élaboration du guide d'entretien, constitution de l'échantillon des personnes à interroger, etc.). Le groupe de travail impliquant les squatteurs n'a pas amené les chercheurs à remanier le cadre de leur réflexion, qui avait été préparé en amont entre chercheurs et intervenants, mais a suscité une nouvelle délimitation du champ d'étude et une reformulation de la problématique. Les apports des squatteurs ont notamment permis d'interroger les postulats de départ des chercheurs, en amenant ces derniers à davantage prendre en compte les liens entre vie collective et santé au sein du squat, et à intégrer la question de l'inadaptation des structures médico-sociales face aux squatteurs. Ceux-ci sont également intervenus en appoint, en tant qu'« informateurs privilégiés » dans la préparation de travail d'enquête par entretiens puis ont discuté les résultats de l'enquête réalisée par les sociologues et intervenants lors de « forums de squat ». Lors de ces temps de débat, les squatteurs ont pu exprimer des désaccords, interroger et remettre en cause les résultats, notamment la constitution de typologies, appréhendées comme des vecteurs d'enfermement des acteurs dans des catégories, mais aussi échanger autour de l'utilité pratique des résultats.

---

<sup>18</sup> Petiau Anne, Pourtau Lionel, « Regard sur la participation de populations marginalisées à la recherche-action. Le cas des squatteurs en Ile-de-France », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 43 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 17 septembre 2019.

<sup>19</sup> Ibid., p.1.



Enfin, les recherches participatives regroupées dans *la finalité fonctionnelle-contributive* renvoient, pour une large part, aux projets de science participative dans le domaine de la protection de la biodiversité, fondés sur la collecte de données par des réseaux territoriaux de bénévoles. L'intervention des citoyens-usagers dans le processus de recherche sert à alimenter des bases de données et favoriser l'accès aux savoirs scientifiques dans une logique de « démocratisation de la science ». Dans ces formes de coopération acteurs-chercheurs, l'implication des citoyens s'inscrit dans une perspective contributive et fonctionnelle, ces derniers étant souvent cantonnés à une tâche de récolte de données (réalisation d'observations, de mesures, d'échantillonnages), à la production de diagnostics et parfois, à la conduite d'analyse avec les scientifiques pour enrichir des bases de données. Cependant, la recherche participative reste strictement pilotée et validée, donc contrôlée, par les chercheurs. La co-production de savoirs repose alors largement sur une séparation nette entre, d'un côté, les activités de conception des protocoles, d'interprétation et de mise en sens (domaine des scientifiques) et de l'autre, activités productives (citoyens)<sup>20</sup>. L'enrôlement d'un grand nombre de bénévoles permet, par ailleurs, « d'assurer ces tâches de suivi à de très faibles coûts. »<sup>21</sup>.

**Le dispositif Vigie-Nature, fondé et porté par le Muséum national d'Histoire naturelle** est, à cet égard, emblématique : il consiste à suivre les espèces communes (faune et flore) à l'échelle nationale, grâce à des réseaux d'observateurs volontaires répartis dans toute la France. Le livret « **Observons la nature, des réseaux et des sciences pour observer la biodiversité – 2009/ 2010** » édité par l'association **Tela Botanica** recense 43 projets de sciences participatives. On peut mentionner des programmes comme « **BioLit, Programme national de sciences participatives sur la biodiversité du littoral** », « **Eccoval, Engagement des Citoyens pour le Compostage et la Valorisation des déchets ménagers** » ou encore « **l'Observatoire des Saisons** ».

---

<sup>20</sup> Bœuf Gilles, Allain Yves-Marie et Bouvier Michel, « L'apport des sciences participatives à la connaissance de la biodiversité en France », *La Lettre de l'OCIM*, 144 | 2012, 8-18 ; Mathieu, D. *Réseaux collaboratifs et sciences participatives*. Conférence de Tela Botanica, 2010, 18 p.

<sup>21</sup> Mathieu Daniel, « Opportunités et dynamique des programmes de science participative », *La Lettre de l'OCIM*, 144 | 2012, 25-32.

## 2. Les modes de participation et degrés d'implication des citoyens

Les recherches participatives apparaissent comme des champs de tension, de négociation et d'ajustement d'une diversité d'intérêts, de pouvoirs et de savoirs. Les modes d'implication respective des acteurs et chercheurs peuvent ainsi être appréhendés comme un gradient ou un *continuum*, laissant apparaître des formes très diverses de participation. Selon les types de recherches, les chercheurs peuvent maintenir une position surplombante de pilotage, tandis que les praticiens et les citoyens-usagers ne sont pas appréhendés comme compétents pour intervenir dans l'ensemble du processus. A l'inverse, certaines recherches participatives peuvent permettre l'émergence de communautés d'investigation et d'apprentissage, le chercheur se situant alors dans une position de médiation, en accompagnant l'éclosion d'un pouvoir d'agir collectif. D'autres recherches encore tendent à dépasser les assignations respectives en reconnaissant les capacités de conceptualisation et d'interprétation des acteurs et chercheurs engagés dans un même processus pédagogique, acteurs et chercheurs étant appréhendés comme des citoyens investis dans une investigation collective. Si les démarches de co-production de connaissances s'appuient donc sur des savoirs expérientiels, traditionnels, autochtones, territoriaux, elles leur attribuent des places inégales dans la production de la connaissance : ces savoirs, perçus comme complémentaires, peuvent rester enfermés dans des processus de subordination et être instrumentalisés, délégitimés ou au contraire, acquérir un poids égal aux savoirs académiques et professionnels, dans une perspective de pluralisation de la science. A cet égard, les questions de l'évaluation et de la validité des savoirs produits, touchant aux principes de justification de la science, apparaissent centrales.

Trois niveaux de participation des usagers à la production des connaissances peuvent être identifiés<sup>22</sup> : la consultation, la collaboration et le contrôle. Dans *la consultation*, le recueil des points de vue des usagers est dominant et n'offre aucune garantie de leur prise en compte. Dans *la collaboration*, la participation des usagers est possible à diverses étapes de la recherche, mais elle ne leur donne pas un niveau de contrôle suffisant sur la définition des objectifs l'analyse, l'interprétation des données et/ou la diffusion des résultats : les usagers sont souvent confinés aux phases préliminaires de recrutement et à la diffusion des résultats, témoignant de la prégnance de résistances voire de frontières professionnelles. Dans *le contrôle*, la recherche est initiée et menée par les usagers, soit de manière indépendante, soit en partenariat avec des chercheurs invités à se joindre au projet. En outre, si la participation des usagers peut permettre une réduction des rapports sociaux inégalitaires dans la production des savoirs scientifiques, elle peut également conduire à l'émergence de nouvelles relations asymétriques dans la division des tâches entre usagers chercheurs et chercheurs universitaires et dans la prégnance de résistances professionnelles<sup>23</sup>. Les modalités de participation des chercheurs, professionnels et citoyens-usagers sont partiellement déterminées par l'origine des recherches participatives. Celles-ci émanent d'environnements variés : si elles sont souvent impulsées et financées par des institutions universitaires ou des organismes institutionnels, courant le risque d'un cadrage bureaucratique ou d'une domestication de leur portée critique, elles peuvent s'inscrire dans des démarches plus autonomes et communautaires, hors de l'université, dans le sillage des épistémologies féministes et postcoloniales. Dans ces cas encore, les recherches ne sont pas pour autant dépourvues de frictions conflictuelles ou de processus d'accaparement du pouvoir.

---

<sup>22</sup> Godrie Baptiste, « Rapports égalitaires dans la production des savoirs scientifiques. L'exemple des recherches participatives en santé mentale », *Vie sociale*, vol. 20, no. 4, 2017, pp. 99-116.

<sup>23</sup> Ibid.

	<b>Implication intégrale</b>	<b>Implication créatrice - critique</b>	<b>Implication interprétative</b>	<b>Implication productive</b>	<b>Implication résiduelle</b>
<b>Types d'implication des citoyens-usagers dans la recherche</b>	Implication des trois catégories d'acteurs dans les phases de problématisation, conception du protocole, analyse des données et production des résultats, suivi, diffusion des résultats, et évaluation.	Participation des citoyens-usagers en amont et en aval du processus de recherche. La coopération tend à favoriser l'acculturation réciproque entre les trois types d'acteurs. Les chercheurs prennent en main le processus de recherche mais sont ancrés dans les « communautés épistémiques » des citoyens ordinaires.	Les citoyens-usagers sont associés essentiellement pour vérifier la pertinence de la recherche avec leurs besoins. Ils sont reconnus comme producteurs de sens et d'interprétation, sont mobilisés pour des partages d'expérience mais ne participent pas à l'élaboration des critères de recherche.	Implication des citoyens-usagers dans la collecte/production de données.	Coopérations chercheurs-professionnels avec participation marginale des citoyens (entretiens) ou inexistante.
<b>Exemples</b>	ATD Quart monde ÉQUISANTÉ Capdroits ECOLOCAL– Futur Narbona »	GDR Parcs Recherche-action Médecins du monde (Intervention sociologique de Touraine) Projet « Marigny – Le jardin privé, opérateur discret de la transition écologique. Une étude avec des habitants-chercheurs » HaDePaS – université catholique de Lille	Incubateur universitaire <i>Parole d'excluEs</i> Construction participative du référentiel d'évaluation en protection de l'enfance : recherche-action CREAI Rhône-Alpes RAC Le GRAJEP Action Jeunes et Espace Public, à la Goutte d'Or	BioLit, Programme national de sciences participatives sur la biodiversité du littoral » Eccoval, Engagement des Citoyens pour le Compostage et la Valorisation des déchets ménagers L'Observatoire des Saisons « Refuge – Risque en fermes urbaines : gestion et évaluation »	Recherche-action association « Espoir » Recherche-action menée dans le champ de la protection de l'enfance : AEMO-ATD Quart Monde- parents

#### Quelques nœuds de tensions au sein des recherches participatives

- Le statut de la science et de l'objectivité : dépassement d'une conception scientifique et positiviste de la science *versus* dérive militante des recherches participatives ?
- Position des chercheurs : division entre les objectifs / les normatifs (question de la neutralité axiologique)
- Structuration de l'organisation à travers un protocole rigide *versus* cadres plus flexibles et mouvants
- Mobilisation des groupes de pairs *versus* préférence pour des espaces d'échanges mixtes
- Rémunération et formes de rétribution de la participation : travail ou bénévolat ? Question de l'indemnisation des personnes en situation de précarité ou vulnérabilité, reconnaissance du temps de travail des professionnels et chercheurs
- Hiérarchies et rapports de pouvoirs entre les travailleurs sociaux et leurs bénéficiaires dans le processus de recherche
- Propriété des résultats : partagée, collective ?
- Cadrage/domestication des recherches participatives par les commanditaires-financeurs
- Instrumentalisation des acteurs *versus* instrumentalisation des chercheurs
- Professionnalisation du travail pair

<b>Genèse des recherches</b>	<b>Logique autonome de la recherche</b>	<b>Logique universitaire/institutionnelle</b>
<b>Exemples</b>	<i>France</i> : Association AIDES – réseau Coalition PLUS Aequitaz- Carrefour des savoirs Capdroits Advocacy France ATD Quart Monde <i>International</i> : RAP Partenariat solidarité famille Limoilou RAP Moose Factory – tourisme autochtone	HaDePaS – université catholique de Lille Le « Santa Barbara Project » - Brésil

Les recherches communautaires ou *community-based research/community-based participatory research* <sup>24</sup> s'inscrivent d'emblée dans une démarche autonome vis-à-vis des institutions publiques – universitaires, car elles portent une critique des phénomènes de dépendance, de paternalisme et de contrôle des recherches de la part des pouvoirs publics. Elles sont donc impulsées à l'écart des institutions universitaires et cherchent parfois à constituer des leviers de contre-pouvoir populaire. Dans le champ de la santé, les recherches communautaires apparaissent dès les années 1980 au Québec, caractérisées par une approche radicale de la participation des usagers. On peut mentionner des initiatives en santé mentale s'inscrivant dans cette forme de « séparatisme » telles que le **Service User Research Enterprise (SURE)**, les projets **Shaping Our Lives** et **Strategies for Living de la Mental Health Foundation** ainsi que ceux menés par le **Sainsbury Centre for Mental Health**. De fait, le domaine de la santé mentale a été, historiquement, un champ de remise en question du monopole professionnel sur la production de la science, perçue comme un vecteur d'oppression et de domination, avec l'émergence des *user-led studies* en santé mentale, où des usagers chercheurs, valorisant leurs savoirs expérientiels dans le monde de la recherche, travaillent avec des usagers chercheurs académiques.

En Nouvelle-Zélande s'exprime également une résistance des communautés indigènes vis-à-vis de la recherche traditionnelle occidentale, assignant les communautés Maori aux statuts de victimes ou d'objets de recherche. Des initiatives autonomes se constituent en adoptant une approche critique des rapports de hiérarchie et de domination sous-tendant la recherche traditionnelle. Elles posent une série de questions : « A qui appartient la recherche ? Quels intérêts sert-elle ? Qui en bénéficiera ? Qui a conçu les questions et élaboré le cadre de recherche ? Qui conduira la recherche ? Qui la restituera par écrit ? Comment les résultats seront-ils diffusés ? »<sup>25</sup>. La mise en place d'un programme de recherche autochtone s'effectue à travers deux processus : d'un côté, des projets communautaires locaux fondés sur des activités de revendications, de l'autre, la conquête par la recherche indigène d'espaces au sein des institutions de recherche, tels que le **New Zealand's Māori Centre of Research Excellence**. Dans ces deux types de démarches (outsider/insider), la recherche indigène doit être un levier de renforcement de « l'autodétermination » des populations. La recherche autochtone est également présente au Canada, et est définie par le Conseil de Recherches en Sciences Humaines (CRSH) comme toute « recherche réalisée dans n'importe quel domaine ou discipline qui est menée « par et avec » des communautés, des sociétés ou des personnes des Premières nations, des peuples inuit ou métis ou d'autres nations autochtones et qui les concerne et repose sur leur sagesse, leurs cultures, leurs expériences ou leurs systèmes de connaissances exprimés dans des formes dynamiques, passées et actuelles. La recherche autochtone peut englober les dimensions intellectuelles, physiques, émotionnelles et (ou) spirituelles du savoir de manière à créer des liens créatifs entre les personnes, les endroits et l'environnement naturel. ».

En France, le collectif « **Rues marchandes** »<sup>26</sup> mène des recherches-actions dans une perspective du renforcement du pouvoir d'agir des communautés de récupérateurs-vendeurs, les

---

<sup>24</sup> Israel Barbara et al., "Community-based participatory research: lessons learned from the Centers for Children's Environmental Health and Disease Prevention Research." *Environmental health perspectives* vol. 113,10 (2005): 1463-71 ; Wallerstein Nina, Bonnie Duran, "Community-based participatory research contributions to intervention research: the intersection of science and practice to improve health equity." *American journal of public health* vol. 100 Suppl 1, Suppl 1 (2010): S40-6.

<sup>25</sup> Tuhiwai Smith Linda, *Decolonizing Methodologies. Research and Indigenous Peoples*, Londres et Dunedin, Zed Books et University of Otago Press, 1999, 208 p.

<sup>26</sup> <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/>

biffins. Cette initiative, oeuvrant en région parisienne, est formée de récupérateurs-vendeurs, militants, chercheurs, créateurs, travailleurs sociaux, entrepreneurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, formateurs, citoyens ordinaires, etc. Elle structure ses actions autour de plusieurs chantiers de travail : la reconnaissance et valorisation du statut socio-professionnel des biffins (en militant pour la création d'un complément de revenu décent), la mise en visibilité de ces travailleurs précaires dans l'espace public contre les formes de répression policière dont ils sont victimes, du fait du caractère informel et illégal de leur activité économique, le soutien aux initiatives d'économie populaire des territoires dans une perspective d'« écodéveloppement », ou encore l'aide à l'intégration sociale des travailleurs précaires, à travers la mise en place d'espaces de socialisation. Pour ce faire, le collectif « Rues marchandes » met en commun les compétences professionnelles, les parcours d'expérience et les ressources culturelles des différents participants au sein d'ateliers qui se basent sur le partage du vécu des biffins (leurs rapports aux marchandises, aux techniques de vente, à la répression policière etc.) et sur des dynamiques de formation réciproque. Cette démarche ne s'inscrit donc pas dans la lignée d'une commande institutionnelle mais de mobilisation des personnes concernées et de contre-expertise. A cet égard, les biffins sont accompagnés par le **LISRA (Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action)**, revendiquant une autonomie vis-à-vis du champs académique institutionnel : la mise en place d'« espaces instituants » à partir des pratiques et savoirs populaires doit permettre le renforcement d'un « tiers secteur de la recherche » tout autant que la constitution de « minorités actives »<sup>27</sup>. Malgré la revendication d'une distance par rapport aux institutions universitaires, des partenariats sont tout de même recherchés afin de créer des leviers d'action pérennes et de consolider financièrement l'initiative « Rues marchandes » : il s'agirait ainsi de « passer d'un espace interstitiel à un espace intermédiaire » permettant de susciter une transformation sociale depuis les institutions de recherche. Cependant, ces articulations durables entre sphère populaire et sphère universitaire institutionnelle n'ont pas encore été trouvées.

Dans le champ des sciences participatives, on trouve le pendant de ces recherches communautaires : ainsi la « **Community Science** » constitue une radicalisation démocratique des « **civic science** », car la recherche participative y est impulsée par des communautés de citoyens qui identifient un problème, et repose sur l'interaction entre les divers systèmes de connaissance (local, traditionnel, autochtone, institutionnel, professionnel, scientifique). Cette perspective de pluralisation des systèmes de connaissance est particulièrement présente dans les recherches autour de la gouvernance partagée des écosystèmes en Amérique Latine<sup>28</sup>. C'est notamment l'approche de la « **Multiple Evidence Base** » (**MEB**) qui est utilisée pour susciter des « fertilisations croisées » entre savoirs autochtones, traditionnels et locaux, et savoirs scientifiques. Cette méthode de recherche se fonde sur une idée forte : il s'agit de prendre en compte la diversité des critères de validation, ces derniers dépendant des systèmes de connaissances, et donc des contextes culturels, historiques et sociaux, dans lesquels ils s'inscrivent. Un exemple emblématique est donné par les journées d'ateliers « **Knowledge for the 21st Century: Indigenous knowledge, traditional knowledge, science and connecting diverse knowledge systems** » s'étant tenu à Guna Yala, au Panama, pendant 5 jours en avril 2012<sup>29</sup>. Ces ateliers ont réuni 34 représentants d'organisations de protection de la

---

<sup>27</sup> <http://recherche-action.fr/labo-social/>

<sup>28</sup> Tengö, Maria et al., « Connecting diverse knowledge systems for enhanced ecosystem governance: the multiple evidence base approach. », *Ambio* vol. 43,5 (2014): 579-91.

<sup>29</sup> Tengö Maria, Malmer Pernilla (eds), *Dialogue workshop on knowledge for the 21st century: Indigenous knowledge, traditional knowledge, science and connecting diverse knowledge systems*. Usdub, Guna Yala, Panama, April 10–13, 2012. Workshop Report.

biodiversité et de tourisme indigène (autochtones et internationales), 12 organisateurs appartenant à des centres de recherches et fondations et 4 membres de la communauté locale de Guna Yala. Chaque session de travail se structurait autour d'un enjeu spécifique, et incluait une série de présentations, des temps de questions-réponses en plénières et des groupes de discussion, mêlant différentes nationalités, genres et affiliations. Ces journées ont permis de mettre en valeur une exigence : la reconnaissance des populations autochtones comme détentrices de savoirs et détentrices de droits d'intervention dans la gouvernance des écosystèmes. Une même démarche est aujourd'hui adoptée au sein du **réseau des Systèmes d'Information et de Surveillance Communautaires (CBMIS)**, sous l'égide du « International Indigenous Forum on Biodiversity Working Group on Indicators ». Ce réseau vise la collecte de données « par le bas », effectuée par les communautés locales, ces dernières développant des méthodologies, indicateurs et instruments (tels que des cartographies participatives) en lien avec leur milieu culturel, social et écologique.

Dans la même veine, le champ de la « sélection participative » renvoie historiquement à des pratiques d'amélioration des plantes dans une visée de construction de la biodiversité et d'agricultures paysannes durables. En France, ce champ constitue un creuset de reconfiguration des relations entre science et société<sup>30</sup>. Plus particulièrement, la réappropriation des semences paysannes offre des exemples de recherches participatives combinant l'innovation variétale en faveur de semences à hautes qualités nutritionnelles et gustatives, et l'émancipation des paysans. Des collectifs d'acteurs-chercheurs se forment autour des semences paysannes à la ferme, dans une triple démarche de critique du monopole de l'industrie agroalimentaire sur les semences, d'émancipation paysanne et de justice cognitive. Ainsi, **l'association Réseau Semences Paysannes**, créée en 2003, est un mouvement de plus de 80 organisations agricoles nationales, associations de préservation et de renouvellement de la biodiversité, associations de producteurs et artisans semenciers, défendant les savoir-faire et connaissances des producteurs locaux, agrobiologiques et paysans. La reprise en main de la sélection par les paysans s'inscrit dans un objectif d'autonomie vis-à-vis du système industriel productiviste et ses effets néfastes sur la biodiversité, mais aussi de reconnaissance de la pluralité des systèmes de savoirs ancrés dans des milieux locaux. En partenariat avec l'Inra et la Fondation Sciences citoyennes, le réseau prodigue une série de formations et organise régulièrement des rencontres internationales réunissant des praticiens, paysans, jardiniers et artisans semenciers. Contre la délégation de la création variétale aux généticiens et sélectionneurs professionnalisés, le réseau met en œuvre une organisation « pair à pair », distribuée et décentralisée où les paysans sont également sélectionneurs, dans une logique de « refus de division du travail » entre « innovateurs » et « usagers »<sup>31</sup>. Les paysans, les associations et l'équipe de recherche conduisent et mettent en commun les observations de terrain et les analyses. On peut mentionner en particulier **le projet de sélection participative du blé** né en 2006 au sein du Réseau Semences Paysannes, et formé de trois chercheur.es en sciences sociales et en génétique et d'une vingtaine d'animateur.rice.s et paysan.ne.s du réseau Semences Paysannes. Ce groupe de recherche participative partait d'un constat partagé : la nécessité de réintroduire une diversité variétale pour

---

<sup>30</sup> Bonneuil Christophe et al., « Innover autrement? La recherche face à l'avènement d'un nouveau régime de production et de régulation des savoirs en génétique végétale ». *Dossiers de l'environnement de l'INRA*, 2006, pp.29-51.

<sup>31</sup> Demeulenaere Élise, Goldringer Isabelle, « Semences et transition agroécologique : initiatives paysannes et sélection participative comme innovations de rupture », *Natures Sciences Sociétés*, 4, 2017, pp. 55-59 ; Bonneuil Christophe, Demeulenaere Elise, « Une génétique de pair à pair? L'émergence de la sélection participative » in F. Charvolin et al., *Les sciences citoyennes. Vigilance collective et rapport entre profane et scientifique dans les sciences naturalistes*, Ed. de l'Aube, pp.122-147, 2007.

répondre à des enjeux de souveraineté alimentaire, en produisant des aliments plus riches en nutriments et en adaptant les cultures aux aléas climatiques. Les essais dans les champs, puis les évaluations, analyses et interprétations des résultats ont été menés conjointement par les paysans et les chercheurs. Ce sont notamment les paysans qui ont choisi les croisements de variétés, contrairement aux programmes de sélection conventionnels. De plus, ces croisements ont été testés dans les conditions réelles des fermes, et non dans les environnements standardisés des structures agronomiques. De fait, les dispositifs d'essais à la ferme ont parfois pu susciter des tensions, les chercheurs proposant des protocoles fondés sur la répétition et correspondant aux standards des méthodes statistiques, tandis que les paysans souhaitaient mener l'expérimentation sur un plus large panel de variétés et de manière plus flexible. Un compromis a pu être trouvé en panachant les deux types de méthodologies.

D'autres recherches participatives, sans être des recherches communautaires, s'inscrivent dans des démarches critiques de revendication. Ces recherches essayent de garantir un contrôle des citoyens sur la coproduction des savoirs, dans une visée de participation intégrale à l'ensemble des phases du processus de recherche. C'est le cas du **projet « Capdroits »**, impulsé par des universitaires, et émergant d'une controverse autour de **l'article 12 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU (CIDPH)**. Ce projet entend accompagner la participation des personnes en situation de handicap aux débats socio-juridiques les concernant. Initié en 2015 dans la dynamique des programmes de recherche du collectif *Contrast*, cette démarche « propose de mener une réflexion sur les conditions d'exercice des droits et de l'accompagnement à la décision quand les capacités des personnes sont fragilisées, dans une perspective d'une meilleure appropriation des droits fondamentaux des personnes vulnérables. »<sup>32</sup>. Construit en lien avec le Conseil Français des personnes Handicapées pour les questions Européennes (CFHE) et financé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), le projet Capdroits poursuit trois objectifs : rendre crédible et légitime, auprès des pouvoirs publics et de la recherche académique, les savoirs des personnes en situation de handicap à propos de leur rapport aux droits dans la vie quotidienne ; promouvoir la participation sociale des personnes en situation de handicap ; réintégrer, dans la production de connaissances scientifiques, les apports des personnes en situation de handicap. La recherche participative vise donc à croiser les expériences du handicap et à transformer ces expériences partagées en expertise, dans une dynamique politique d'accompagnement à l'accès aux droits et d'interpellation. Défendant une porosité entre démarche scientifique et démarche militante, le projet Capdroits entend réintégrer des savoirs disqualifiés dans l'espace public et la production de la science<sup>33</sup>. Cinq groupes Capdroits répartis dans diverses villes de France (Lyon, Paris, Lille, Bordeaux, Marseille) font vivre le réseau. Afin d'assurer une participation réelle des personnes vulnérables aux débats politiques et scientifiques qui les concernent, le projet s'est doté d'un dispositif méthodologique souple et flexible permettant le croisement des expériences et leur transformation en problème public. Ainsi, 11 groupes de travail de petite taille (jusqu'à 12 participants chacun) constitués de personnes en situation de vulnérabilité, ont eu pour but, dans différentes régions de France, de favoriser les échanges entre pairs autour de récits de situations problématiques portant sur les atteintes aux droits et l'inadéquation de l'accompagnement dans la

---

<sup>32</sup> <https://confcap-capdroits.org/>

<sup>33</sup> Eyraud Benoît et al., « La participation des personnes en situation de handicap au débat démocratique : retours sur une démarche collaborative autour de la CDPH », *Participations*, vol. 22, no. 3, 2018, pp. 109-138.

prise de décision et l'exercice des droits des personnes vulnérables<sup>34</sup>. Un questionnement de départ devait lancer le partage d'expériences au sein des groupes locaux : « *Pouvez-vous nous raconter une situation de vie au cours de laquelle vous avez été en difficulté dans l'exercice de vos droits, et au cours de laquelle l'intervention apportée a été insuffisante ou excessive ?* ». Ces groupes de travail ont été animés par des « trinômes », composés d'un.e professionnel.le, d'une personne ayant l'expérience d'une forme handicap et de la mise sous protection (représentant.e.s d'associations d'usagers ou non), et d'un.e chercheur.euse en sciences humaine et sociale. Le protocole de recherche des groupes de travail n'était pas rigide mais prenait la forme d'un « bricolage expérimental » : en fonction des besoins et contraintes de chaque groupe, chaque collectif adoptait des manières de fonctionner différentes. Des « scènes de forum » ont ensuite été organisées afin de partager les échanges s'étant tenus dans les groupes de travail. La recherche participative a conduit à de nombreuses productions impliquant les personnes en situation de handicap : un livret de plaidoyer intitulé « *Capacités civiles et contraintes légales : Accompagner un changement de regards et de pratiques* », une tribune manifeste « *Tou.te.s vulnérables ! Tou.te.s capables !* », la co-écriture d'articles, des diaporamas et mises en images ainsi que des participations à des colloques. Le projet Capdroits essaye ainsi de favoriser une participation intégrale des citoyens-usagers dans la co-production des savoirs, en les associant à l'ensemble des phases du processus de recherche.

De son côté, la recherche-action « ***De la disqualification à la prise de parole en santé mentale. Recherche sur les conditions d'émergence, de reconnaissance et de prise en compte de la parole des personnes dites handicapées psychiques par les décideurs publics*** », initiée par **Advocacy France**, s'inscrit dans une perspective similaire à celle de Capdroits, tant du point de vue des modalités de participation des citoyens-usagers, des dispositifs méthodologiques que des visées de la recherche. En effet, s'inspirant des *Disability Studies* et des recherches-actions participatives en santé mentale, cette recherche a associé des personnes volontaires issues de Groupes d'Entraide Mutuelle (GEM), qualifiées de « chercheurs-acteurs », et des chercheurs professionnels. Il s'agissait d'explorer les difficultés rencontrées par les personnes dites handicapées psychiques dans leurs relations aux institutions (inclusion sociale, droits, discriminations, accès à la prévention et aux soins). La proposition de recherche a mis l'accent sur la nécessité de mobiliser les savoirs d'expérience et la capacité d'interpellation des « usagers » de la psychiatrie ou de la santé mentale, afin de lutter contre leur cantonnement au statut de bénéficiaire. Les outils d'investigation ont été élaborés lors de *focus-group* composés de 6 à 12 participants, se réunissant deux fois par mois selon un rythme régulier à Caen, Vire, Granville, Villefontaine, Tourcoing et Saint-Quentin. De fait, les « chercheurs-acteurs » ont participé à l'ensemble des phases de la recherche, depuis la définition des objets de recherche à partir des problématiques vécues, la délimitation des terrains d'enquête, la co-élaboration des guides d'entretien et la réalisation de ces entretiens, la discussion des hypothèses d'investigation, l'interprétation et la validation collective des résultats et, enfin, la définition des modalités de valorisation et diffusion. Cette approche exigeante de la participation des citoyens-usagers a reposé sur des dynamiques d'apprentissage et de formation qui visaient à réduire les écarts de connaissance (des lois, des droits...) et de langage (spécialisé, juridique...) pour favoriser l'émergence d'un langage commun. Des entraînements sous forme de jeux de rôles ont également été mobilisés pour renforcer l'estime de soi des « chercheurs-acteurs » et préparer la conduite des

---

<sup>34</sup> Béal Arnaud et al., « Le projet « Capdroits » ou comment la recherche en sciences sociales peut-elle participer à l'amélioration de l'exercice des droits de personnes en situation de handicap », *Cliniques juridiques*, Volume 2, 2018.



entretiens. De plus, des binômes ou trinômes d'enquêteurs ont été constitués pour garantir un soutien mutuel et une répartition de la charge de travail dans l'organisation des entretiens.

Dans le champ des sciences participatives, l'ensemble des démarches n'est pas à ranger dans des formes de « participation faible » reléguant les citoyens ordinaires à de simples exécutants collectant des données. Ainsi, quelques initiatives attestent d'une volonté de re-politiser les sciences participatives, en redonnant un pouvoir de décision et un contrôle aux citoyens-usagers. A cet égard, les projets soutenus par le **programme REPERE (Réseau d'échange et de projets sur le pilotage de la recherche et de l'expertise)** du Ministère de la transition écologique et solidaire, illustrent la diversité interne au champ des sciences participatives. Certains projets s'inscrivent dans une perspective d'autonomie citoyenne et d'intégration des savoirs ordinaires et vécus dans la conception de la science, soutenue par les équipes de recherche. Dans le cas d'« **ECOLOCAL– Futur Narbona** », le projet de territoire est conçu par et pour les habitants du Narbonnais qui créent en 2008 l'association environnementale ECOLOCAL, afin de construire un projet de diagnostic et prospective sur l'agglomération narbonnaise, autour des enjeux climatiques et environnementaux. Le projet de recherche participative s'inscrit donc dans une perspective d'écologie locale et quotidienne, et entend démocratiser l'action territoriale, par la réalisation d'enquêtes habitantes, l'animation de débats, l'interpellation des institutions locales. Il s'agit ainsi de valoriser d'autres formes de savoirs que ceux mobilisés dans les expertises territoriales : savoirs architecturaux vernaculaires, savoirs sociaux de l'entraide, savoirs associatifs, etc. L'UMR Triangle (Unité Mixte de Recherche) accompagne l'association dans le suivi de l'évolution des cadres, normes et outils de l'action territoriale. Ainsi, le projet entend mettre en relation habitants, associations locales, étudiants et enseignants-chercheurs praticiens-experts membres des instances participatives (Comité de Développement du Grand Narbonne, CESE audois) et élus locaux. Le projet s'est également doté d'une carte collaborative, à partir d'un logiciel en open source, afin que les habitants puissent partager leurs propositions et souhaits en matière d'aménagement. Le projet doit, à terme, permettre la mise sur pied d'assemblées habitantes et la création de l'« Université du Territoire de Demain » afin de créer des synergies durables entre savoirs habitants et savoirs académiques.

Certaines recherches participatives peuvent s'inscrire dans une dynamique d'autonomie et de contrôle habitant, le questionnement étant issu de citoyens commanditaires de la recherche, tout en laissant une large marge de manœuvre aux chercheurs dans la réalisation de l'investigation : c'est le cas du projet « **Marigny – Le jardin privé, opérateur discret de la transition écologique. Une étude avec des habitants-chercheurs** ». Ainsi, ce projet a été impulsé par l'association d'habitants Marigny-Biodiversité, qui a pour objet d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel communal de Marigny à travers des actions d'information et de sensibilisation, et propose d'étudier plus spécifiquement le rapport à la nature des habitants, en s'intéressant aux pratiques du jardin et aux perceptions des enjeux environnementaux à l'échelle individuelle et de la communauté. Pour mener cette recherche participative, l'association collabore avec l'Atelier des Jours à Venir, une coopérative de recherche et d'enseignement qui oeuvre à renforcer la réflexivité et la responsabilité sociale des étudiants et des chercheurs scientifiques *via* des formations. L'Atelier des jours à venir a sollicité des chercheurs de l'ENSFA (Toulouse) puis de l'université de Grenoble pour développer une recherche sur ce sujet. Ainsi, depuis 2013, l'association développe le programme Nouveaux Commanditaires – Sciences, avec le soutien de la Fondation de France. Si le projet n'est pas encore terminé, il semble que les commanditaires soient devenus des « habitants-chercheurs », en orientant et nourrissant le questionnement scientifique à partir de leur connaissance expérientielle du territoire. En parallèle,

les habitants ont développé une compréhension des méthodes de recherche (cartographie, bibliographie, enquête), leur participation à la production de recherche s'assortissant d'une participation à la diffusion des résultats, puisqu'ils ont contribué à la rédaction d'un article.

### 3. Méthodologies et médiations

L'approfondissement démocratique des recherches participatives dépend de la présence d'un encadrement et d'une médiation apte à structurer les modalités d'implications respectives des chercheurs, professionnels et citoyens. Les recherches participatives reposent ainsi sur des outillages et des formes d'accompagnements très variés : modélisation et ingénierie participative, cartographie, supports artistiques et sensoriels, pair-aidance, animateurs associatifs ou consultants dotés de savoir-faire relationnels spécifiques, etc.

	Médiations graphiques - artistiques	Médiations relationnelles protectrices	Médiations techniques - informatiques	Médiations numériques
<b>Méthodologies</b> <b>Formes de médiation</b>	Travail sur les dimensions subjectives et émotionnelles pour convertir les savoirs expérientiels ou d'usage en problème public ; mobilisation d'une diversité de supports sensoriels : artistiques, graphiques, modélisations, schéma, « institut métaphorique »	Groupes de pairs pour construire des savoirs autonomes préalables au croisement des savoirs ; mobilisation de la « pair-aidance » et des groupes d'entraide mutuelle.	Ingénierie participative à travers des modélisations d'accompagnement.	Plateformes numériques, cartographies participatives
<b>Exemples</b>	Carrefour des savoirs Ateliers des jours à venir MAG	ÉQUISANTÉ ATD Quart monde Advocacy France Relai Ozanam Collectif « Soif de connaissance » Projet « Chez-soi Montréal »	Collectif COMMOD	Réseau des systèmes d'information et de surveillance communautaires CBMIS -« International Indigenous Forum on Biodiversity Working Group on Indicators PartiCitaE-Participation Citadine à l'observation de l'Environnement FAB-PAT (Lyon) : Partager la fabrique du patrimoine (« communautés patrimoniales numériques »)

#### Supports de légitimation des recherches participatives dans les milieux académiques

- Pratiques de co-autorat : motivées par « un souci d'éthique scientifique, la volonté de reconnaître toutes les contributions intellectuelles et un effort de décolonisation épistémique » (Sarna-Wojcicki et al., 2018).
- Création de programmes de recherche autochtone à l'intérieur des universités : cf le « Māori Centre of Research Excellence » (CoREs) en Nouvelle-Zélande ; le CRSH au Canada et le programme de recherche pilote « Réalités autochtones »

La démarche du « carrefour des savoirs » développée au sein du « Collectif pour une Protection sociale solidaire » co-porté par l'association Aequitaz en collaboration avec le Secours Catholique, la Fédération Nationale des Centres Sociaux et le Réseau des Accorderies de France (RAF) mobilise une diversité d'outils et de méthodes pour accompagner la co-production de savoirs.

Ces « carrefours des savoirs » sont des temps de croisement des « savoirs d'expérience » de personnes en situation de précarité, des « savoirs savants » et des « savoirs professionnels », techniques. La démarche vise à mettre en lumière les compréhensions subjectives et les manières intimes d'expérimenter la protection sociale, cette dernière étant souvent réduite à ses dimensions technique et gestionnaire. Il s'agit ainsi de repenser la protection sociale sous l'angle de la justice sociale. Ces temps de croisement des savoirs sont composés d'une quinzaine de personnes (citoyens et animateurs), aux âges, conditions sociales, et genres divers. Les « carrefours des savoirs » visent à explorer un ensemble de questions, telles que : Quels devraient être les objectifs de la protection sociale ? Qu'est-ce qu'il y a dans le panier de la protection sociale ? Chaque temps de croisement entend décortiquer une question, à partir des expériences de vie des personnes en situation de précarité et leur formalisation sous des formes graphiques, théâtrales ou de témoignages. Les savoirs académiques apportent un éclairage historique, juridique ou économique. En 2018-2019, les participants ont contribué à deux livrets intitulés « Les contes de la protection sociale 1 et 2 » afin d'offrir un regard alternatif sur la protection sociale et de porter une parole politique commune.

S'appuyant également sur des médiations à la fois graphiques et relationnelles, la **Méthode d'Analyse en Groupe (MAG)**<sup>35</sup> est utilisée pour accompagner la réflexivité critique des professionnels sur leurs pratiques d'intervention. L'objectif est d'associer les acteurs concernés par un même problème spécifique dans des groupes d'une douzaine de personnes. Ces groupes analysent collectivement des situations et expériences relatées par les participants eux-mêmes, selon un dispositif méthodologique rigoureux piloté par des chercheurs. La MAG repose donc sur la mise en dialogue et en confrontation des interprétations de chaque participant, donnant lieu à une schématisation des divergences et des convergences, servant ensuite de support pour l'échange d'hypothèses et la démarche collective de problématisation. Le dispositif méthodologique, fixé par le chercheur, comprend quatre phases : le récit (propositions de récit ; choix des récits analysés ; narration ; enjeux perçus par le narrateur ou la narratrice ; questions d'information), les interprétations (tour de table ; réaction du narrateur ou de la narratrice), l'analyse (convergences et divergences ; apports théoriques des chercheurs ; hypothèses des chercheurs et nouvelles problématiques), les perspectives pratiques et l'évaluation. Si cette méthodologie a fait ses preuves, une de ses limites notée par plusieurs auteurs<sup>36</sup>, réside dans le fait que les échanges sont conditionnés par la maîtrise des codes du débat. S'inscrivant dans la perspective de l'intervention sociologique, la MAG est en effet expérimentée et pratiquée majoritairement auprès de professionnels de l'action sociale (travailleurs sociaux, agents d'insertion socioprofessionnelle, éducateurs de rue, enseignants, magistrats, médecins, etc.), mais rarement avec les citoyens-usagers. **Les ateliers de recherche de l'Institut « Handicaps, Dépendance et Citoyenneté » (HaDePaS)** de l'Université Catholique de Lille, mettent notamment en œuvre la MAG. Ces ateliers impliquent des professionnels, des personnes accompagnées et habitants ainsi que des chercheurs, et portent sur quatre axes de questionnement : « Approche inclusive, citoyenneté et participation » ; « Pratiques et expériences de l'accompagnement : qualité de vie, projets de vie, pratiques professionnelles » ; « Espaces, territoires, vieillissement / Approches inclusives dans la définition des politiques locales » ; « Innovation sociale et dispositifs collectifs ». HaDePas a notamment contribué

---

<sup>35</sup> Van Campenhoutd Luc et al., « La méthode d'analyse en groupe », *SociologieS* [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 05 novembre 2009 ; Mercier Miche, De Muelenaere, Anne, « La méthode d'analyse en groupe : application à la problématique de la mise à l'emploi des personnes fragilisées. », *Recherches qualitatives*, 3, 140-155.

<sup>36</sup> Ibid.

à deux projets emblématiques de co-production de savoirs : le **projet DESHMA (Développer la Sensibilisation au Handicap Mental par les Auto-Représentants)** et le **Living Lab du quartier Humanité**. Le projet DESHMA<sup>37</sup> visait la reconnaissance du savoir expérientiel des personnes en déficience intellectuelle, en formant des duos de personnes déficientes intellectuelles et d'enseignants-chercheurs/formateurs pour donner des cours ensemble. Les personnes handicapées devenaient ainsi des « sachants », l'équipe académique et professionnelle soutenant le développement des compétences pédagogiques de ces dernières. Le travail en duos a nécessité des formations, intitulées « formations de formateurs » afin de permettre la co-construction des contenus pédagogiques, des modalités d'évaluation des acquis, des techniques d'animation et des postures relationnelles, des modes de répartition des tâches au sein du duo, etc. De leur côté, **les Ateliers du quartier Humanité** ont pour objectif de construire un écosystème d'innovations sociales, en favorisant la co-élaboration de réponses innovantes aux questions soulevées par les habitants et acteurs (économiques, culturels, associatifs, institutionnels, etc.) du quartier Humanité.

Si les savoirs expérientiels sont de plus en plus mobilisés dans des recherches participatives dans les domaines de la santé mentale, du handicap et de la pauvreté, c'est en partie à travers la mobilisation des pairs aidants ou travailleurs pairs. L'intégration des pairs aidants certifiés au sein des secteurs de la psychiatrie ou du médico-social au Québec et en France<sup>38</sup> pose la question de la professionnalisation du travail pair et de son impact dans les recherches participatives. La professionnalisation des pair-aidants a ainsi suscité un ensemble de controverses<sup>39</sup> ayant trait à la tension entre, d'un côté, la spécialisation des travailleurs et leur déracinement du vécu quotidien des participants-usagers, et de l'autre, la nécessaire reconnaissance des pair-aidants comme des intervenants professionnels qui puissent donner de la légitimité aux savoirs d'expérience. À cet égard, une thèse sur le sujet<sup>40</sup> a montré que la professionnalisation des pairs-aidants et leur apport dans les équipes scientifiques prend trois formes principales. La première configuration (*la médiation*) est celle où les pairs sont en position d'intermédiaires entre les autres employés du projet et les usagers : leur apport ne bouleverse pas le cadre institutionnel et peut même être instrumentalisé. La seconde configuration (*l'apprentissage professionnel des pairs*) passe par des processus d'apprentissage unilatéraux où les pairs-aidants intègrent les normes professionnelles standardisées de l'intervention et sont reconnus comme des collègues par les équipes : cette forme d'apport laisse toutefois apparaître la subsistance de formes de discrédit de l'apport des pairs, considérés comme insuffisamment qualifiés et distancés. L'apport des pairs risque alors une forme de normalisation, qui témoigne du maintien d'une hiérarchie latente entre professionnels et pair-aidants. Enfin, la troisième configuration (*la constitution d'une expertise dans le maniement du savoir expérientiel*) permet d'évoluer vers une co-construction des savoirs.

---

<sup>37</sup> Routier Cédric et al. « Sensibiliser à l'expérience du handicap mental : le projet DESHMA, une formation collective pour des duos d'auto-représentants et d'enseignants », *Vie sociale*, vol. 25-26, no. 1, 2019, pp. 303-318.

<sup>38</sup> Cloutier Guylaine, Maugiron Philippe, « La pair aide en santé mentale : l'expérience québécoise et française », *L'information psychiatrique*, vol. volume 92, no. 9, 2016, pp. 755-760.

<sup>39</sup> Faulkner Alison, Basset Thurstine, T. (2012), "A helping hand: taking peer support into the 21st century", *Mental Health and Social Inclusion*, Vol. 16 No. 1, 2012, pp. 41-47.

<sup>40</sup> Godrie Baptiste, « Révolution tranquille. L'implication des usagers dans l'organisation des soins et l'intervention en santé mentale », *Revue française des affaires sociales*, no. 2, 2016, pp. 89-104.

Si les médiations relationnelles semblent centrales dans l'accompagnement de la co-production des savoirs, d'autres types de médiations, prenant la formes d'ingénieries, d'outils informatiques ou d'interfaces numériques, peuvent venir outiller la participation.

Ainsi, le **GDR (Groupement de Recherche) PARCS (Participatory Action Research and Citizen Sciences)**, créé en avril 2014 et basé à Montpellier, développe une démarche de Recherche Action Participative (RAP) pour expérimenter une ingénierie participative et modulable de co-production des savoirs dans le domaine de la biodiversité, du développement soutenable et des transitions (écologique, énergétique, alimentaire, etc.). La démarche se fonde sur des leviers divers : formations annuelles proposant des outils et méthodes, aide à la conception et co-animation d'ateliers participatifs, activités de conseil et réflexion sur les recherches participatives. Réunissant un panel pluridisciplinaire de chercheurs (sciences expérimentales et sciences sociales) et d'acteurs de la société civile (associations, ONG, bureau d'étude, ESS, entreprises), ce groupement vise à « dépasser le stade d'extraction des observations ou connaissances du citoyen afin d'alimenter la base de données du chercheur pour aller vers la co-construction des projets de recherche caractérisée par une collaboration permanente et l'élaboration conjointe de solutions. »<sup>41</sup>. Le GDR PARCS se fonde ainsi sur une démarche de réduction des asymétries d'autorité entre les différents savoirs et statuts sociaux des participants. Ce parti pris induit une reconfiguration des places et rôles respectifs des chercheurs et acteurs, en encourageant une parité dans la prise de décision, le cadrage des projets et l'ingénierie développée.<sup>42</sup> Deux enjeux principaux traversent la démarche RAP du GDR PARCS : la participation réelle de l'ensemble des parties-prenantes en amont, durant et en aval de la recherche ainsi que « l'acculturation réciproque ». Pour ce faire, le groupement porte une attention particulière aux processus de « traduction » et de « médiation » assurant une mise en dialogue des points de vue et la recherche de compromis, ou encore, de même qu'à la place du suivi permettant le transfert et l'appropriation d'informations entre représentants des publics concernés. Il entend ainsi se prémunir du double risque de transformation du citoyen en « alibis » pour des terrains de recherche maîtrisés par l'universitaire et de « censure » du travail universitaire par les acteurs. De plus, l'« acculturation réciproque » nécessite, selon le GDR PARCS, une appropriation des notions élémentaires de la culture universitaire de recherche de la part des acteurs de la société civile, et un « devoir d'accompagnement » de la part des chercheurs. Comme on peut le noter, cette démarche d'adaptation mutuelle ne s'inscrit pas pour autant dans une perspective de questionnement des critères de scientificité ou de pluralisation de la science mais plutôt de démocratisation de la science: en favorisant la participation des citoyens à l'ensemble des étapes de la recherche allant de la problématisation de l'objet de recherche à l'analyse des données en passant par la conception méthodologique, il s'agit de « partager la méthode scientifique avec ces derniers »<sup>43</sup>. Le GDR PARCS est notamment intervenu pour mettre en place un dispositif hybride, **L'Atelier Climatique Citoyen, en partenariat avec l'association Artivistes-atelier** afin de favoriser l'implication citoyenne et la création d'outils d'accompagnement des collectivités dans la mise en application de l'accord Paris Climat 2015. L'Atelier Climatique Citoyen « propose la construction d'outils participatifs de sensibilisation et d'éducation citoyenne et d'aide à la décision politique concernant les plans d'adaptation au réchauffement climatique par l'intermédiaire du Street Art »<sup>44</sup>, à travers divers

---

<sup>41</sup> Blangy Sylvie et al., « Recherche et innovation citoyenne par la Recherche Action Participative », *Openscience*, Publié le 7 septembre 2018, p.7.

<sup>42</sup> Ibid., p.6.

<sup>43</sup> Ibid., p.14.

<sup>44</sup> <https://parcs.hypotheses.org/latelier-climatique-citoyen>

projets d'éducation populaire : « Rue du climat : des murs en rubans », « l'arbre à palabres climatiques », cafés climat, etc.

Dans cette même veine, **le collectif ComMod** utilise la modélisation comme outil d'accompagnement des processus de production de connaissances et de décision collective autour de la gestion des ressources renouvelables et de l'environnement. La modélisation, élaborée collectivement entre chercheurs et acteurs, est mobilisée pour expliciter, formaliser et confronter les points de vue : il s'agit de produire une représentation partagée du fonctionnement du système étudié, et de se servir de cette représentation comme support de discussion autour des limites, divergences et incohérences des différents points de vue. Il s'agit ainsi de développer des recherches dites « impliquées », c'est-à-dire qui reposent sur un double processus : « d'une part, des investissements théoriques et méthodologiques jugés par les pairs, mais issus de questions de terrain; d'autre part, des terrains choisis à la fois en fonction de leur intérêt méthodologique et de leur pertinence pour les usagers et les décideurs avec qui nous travaillons. (...) Cela implique la reconnaissance de l'incertitude dans la situation de décision et de l'existence de multiples points de vue légitimes, expertises scientifiques comprises.»<sup>45</sup>. La démarche de confrontation continue entre théories et terrains repose notamment sur l'élaboration d'une charte, une « doctrine réfutable » qui est soumise à évaluation et peut être remise en cause au contact du terrain. La modélisation d'accompagnement suppose donc un rapport dynamique entre modélisation, confrontation au terrain, révision du modèle et production d'une nouvelle modélisation. Cette approche a été mise en œuvre sur de nombreux terrains, comme avec le projet « **Agape : Interactions entre agriculture et apiculture en zones de grandes cultures** », réalisé en régions Centre, Poitou-Charentes et PACA, et commanditée par l'Institut de l'abeille et par le réseau des Instituts techniques agricoles (ACTA). Il s'agissait, dans un premier temps, de construire avec l'ensemble des acteurs concernés par les grandes cultures, une représentation commune des interactions entre agriculture et apiculture. Des entretiens individuels auprès d'une trentaine de ces acteurs ont été effectués par une étudiante-ingénieure en agriculture, puis un atelier regroupant 12 à 15 des personnes enquêtées a été organisé afin de confronter les diverses représentations, pour co-construire un « modèle conceptuel » de ces interactions et un système informatique multi-agents. Enfin, une mise en situation fictive a permis aux agriculteurs et apiculteurs de réfléchir à leurs complémentarités sur les territoires et d'envisager une meilleure gestion des ruchers et cultures.

---

<sup>45</sup> Collectif ComMod, « La modélisation comme outil d'accompagnement », Natures Sciences Sociétés, Volume 13 / Numéro 2 (Avril-Juin 2005).

## Conclusion

Les recherches participatives ambitionnent d'apporter des solutions pour transformer la société (amélioration des conditions concrètes d'existence, accès aux droits de populations marginalisées, démocratisation des politiques publiques, perfectionnement des pratiques professionnelles d'intervention sociale, etc.) et la science (démocratisation de la science, pluralisation des systèmes de connaissance, ébranlement des standards scientifiques dominants, questionnement des critères d'objectivité, apport de nouvelles connaissances, etc.). Cependant, elles ne forment pas un ensemble uniforme et homogène. Elles renvoient à une diversité de finalités (émancipatrices-militantes, pratiques-critiques, fonctionnelles-contributives), de modes de participation (laissant plus ou moins de marge de manœuvre aux citoyens-usagers et communautés locales pour intervenir dans les diverses phases du processus de recherche) et de méthodologies (les types de médiations et d'accompagnement étant pluriels : relationnels, graphiques et artistiques, informatiques, numériques, etc.). Ces démarches de co-production de connaissances ne peuvent être réduites à des simples partenariats fructueux et bénéfiques entre sphères académique, professionnelle et citoyenne : elles sont traversées par des rapports de pouvoirs, qui en font des leviers de transformation des standards de production de la science et de lutte contre les inégalités sociales ou bien des leviers de reproduction des mécanismes hiérarchiques et des processus d'exclusion, reposant parfois sur des phénomènes d'instrumentalisation.

De fait, bien qu'en plein essor, les recherches participatives ne font pas consensus et sont l'objet de controverses. Elles se heurtent à la crainte d'une perte de scientificité et à une frilosité voire un rejet vis-à-vis du questionnement de ce qui fait science ou de ce qui fonde l'expertise. En bousculant voire en remettant en question l'ordre scientifique et le monopole du chercheur académique dans la définition des objets de recherches, la construction des protocoles et la production des analyses, ces recherches se voient dotée d'une dimension dérangeante voire subversive. Elles sont parfois suspectées de ne servir que des intérêts militants et de comporter un risque de dévoiement de la science, en ce qu'elles seraient les chevaux de Troie de projets politiques qui instrumentaliserait la science à des fins propres. Ainsi, la quête de légitimité des recherches participatives fait figure de parcours du combattant, les risques de débordement ou de « contamination » des cadres scientifiques traditionnels devant être endigués pour nombres d'institutions scientifiques.

Pour l'ensemble de ces raisons, il apparaît aujourd'hui nécessaire d'évaluer les apports de ces recherches en pleine expansion et de susciter un dialogue autour de leurs potentialités démocratiques. Parmi les initiatives inspirantes pour développer le débat autour de ces démarches de co-production de connaissances, le Prix de la recherche participative, porté conjointement par le GIS Démocratie et Participation et la Fondation de France constitue un pas supplémentaire dans l'observation et la mise en lumière de ces recherches.